

Le 4 octobre aux Nations Unies, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait, avec M. Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, un entretien à l'issue duquel M. Sharp transmettait à M. Debré une proposition canadienne de coopération avec le Gouvernement français dans le domaine spatial. Les deux ministres ont également convenu, comme leurs prédécesseurs, de se rencontrer à l'avenir le plus souvent possible.

A Ottawa, les 28 et 29 octobre, se réunissait le Comité directeur franco-canadien de coopération en matière de défense pour faire le bilan et tracer les projets d'avenir dans ce domaine qui a fait l'objet, en novembre 1967, d'un accord entre la France et le Canada.

D'autre part, durant cet automne de 1968, les parlementaires canadiens avaient l'occasion d'apporter leur contribution au resserrement des liens entre la France et le Canada et avec les autres pays du monde francophone.

Du 26 au 28 septembre, l'Association internationale des parlementaires de pays de langue française, fondée à Luxembourg en mai 1967, tenait sa première assemblée générale à Versailles. L'importante délégation canadienne dirigée par M. J.-P. Goyer, secrétaire parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, prit une part active aux travaux de l'assemblée destinés, entre autres, à développer la coopération culturelle et technique avec la France et les autres pays de langue française.

A Paris s'est réunie du 1^{er} au 9 décembre 1968 l'Association interparlementaire France-Canada dont la dernière réunion remonte à juin 1966. Des parlementaires des deux pays ont examiné particulièrement l'état de la coopération culturelle, économique, scientifique et technique entre le Canada et la France avec comme but d'en assurer l'harmonieux développement.